



APPEL D'OFFRES 2011-2012 PROPOSÉ
PARTIE CENTRALE DE LA VALLÉE DU MACKENZIE



Appel d'offres 2011-2012 proposé PARTIE CENTRALE DE LA VALLÉE DU MACKENZIE

TABLE DES MATIÈRES

1.	Appel d'offres	1
2.	Acceptation et entente	1
3.	Présentation des offres.....	1
4.	Critère de sélection des offres	2
5.	Offre minimale	2
6.	Acceptation ou rejet des offres	3
7.	Offres égales.....	3
8.	Notification des résultats.....	3
9.	Frais de délivrance de permis	3
10.	Délivrance du permis	3
11.	Permis de prospection.....	3
	<i>Période de validité</i>	4
12.	Travaux requis	4
13.	Dépôt	4
	(a) <i>Dépôt de soumission</i>	4
	(b) <i>Dépôt de garantie d'exécution</i>	5
	(c) <i>Dépôt de forage</i>	6
14.	Loyers.....	7
15.	Dépenses admissibles	8
16.	Droits relatifs au Fonds pour l'étude de l'environnement (FEE)	9
17.	Exigences connexes	9
	(a) <i>Conditions relatives à l'environnement</i>	9
	(b) <i>Exigences liées aux revendications territoriales</i>	12
	(c) <i>Exigences en matière de retombées économiques dans le nord découlant des nouveaux programmes de prospection</i>	12
18.	Annulation des titres	14
	Information supplémentaire et contacts.....	15
	<i>Terres Gwich'in</i>	16
	<i>Terres du Sahtu</i>	16
<u>Annexes:</u>		
	Formulaire de soumission	17
	Exemple de lettre de crédit	18
	Permis de prospection proposé.....	20



Appel d'offres 2011-2012 proposé
PARTIE CENTRALE DE LA VALLÉE DU MACKENZIE
Modalités et conditions

Date de fermeture à être annoncé

La gestion des ressources pétrolières et gazières au nord de la latitude 60° nord, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et en mer est une responsabilité fédérale assumée par la Direction générale du pétrole et du gaz du Nord des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada.

1. Appel d'offres

Par les présentes, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien lance une invitation pour la présentation d'offres pour des Permis de prospection à l'égard de (-----) parcelle(s) comprenant les terres suivantes situées dans la partie centrale de la vallée du Mackenzie

PARCELLE (_____ hectares) Frais de délivrance de permis : _____ \$		
Latitude	Longitude	Section

LES DONNÉES DE LA (DES) PARCELLE(S) AINSI QUE LA CARTE SERONT INSÉRÉES DANS LA VERSION FINALE

2. Acceptation et entente

Loi fédérale sur les hydrocarbures, paragraphe 24(1)

Il est entendu qu'en soumettant une offre à la suite d'un appel d'offres, le soumissionnaire accepte les conditions contenues dans l'appel d'offres, notamment celles contenues dans le *Permis de prospection* et dans les *Exigences en matière de retombées économiques dans le nord découlant des nouveaux programmes de prospection*. Des copies sont jointes au document.

3. Présentation des offres

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéas 14(3)e) et 14(3)f)

L'appel d'offres demeure ouvert pour une durée minimale de 120 jours suivant la parution dans la *Gazette du Canada*.



Les offres sous pli cacheté doivent être livrées **avant MIDI**, heure des Rocheuses, par courrier recommandé ou en personne à l'adresse suivante, à la **date de fermeture précisée** dans l'appel d'offres :

Chef de groupe, Gestion des données
Secteur des opérations
Office national de l'énergie
444, 7^e Avenue, sud-ouest,
CALGARY AB T2P 0X8

Chaque offre soumise à la suite du présent appel doit être présentée au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien dans deux enveloppes cachetées ne portant aucune identification de l'expéditeur. L'enveloppe extérieure doit porter clairement la mention de la date et du titre de l'appel d'offres, p. ex. **Appel d'offres 2011-2012 – partie centrale de la vallée du Mackenzie**. Toutes les enveloppes intérieures doivent porter clairement la mention de la date et du titre de l'appel d'offres, p. ex. **Appel d'offres 2011-2012 – partie centrale de la vallée du Mackenzie – parcelle n° ____**.

Les particuliers ou les sociétés qui présentent plus d'une offre peuvent les soumettre dans une même enveloppe extérieure.

Le *formulaire de soumission* est joint au document.

Pour être acceptées, les offres doivent être accompagnées d'instruments financiers distincts pour les frais de délivrance du permis (clause 11) et pour le dépôt de soumission (clause 13 (a)).

4. Critère de sélection des offres

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)g

L'offre retenue est choisie en fonction d'un seul critère; c'est à dire le montant total que le soumissionnaire propose de dépenser en travaux d'exploration sur chaque parcelle au cours de la première période du mandat (engagement pécuniaire).

5. Offre minimale

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)d

Un engagement pécuniaire inférieur à un million de dollars par parcelle ne sera pas considéré.



6. **Acceptation ou rejet des offres**

Loi fédérale sur les hydrocarbures, paragraphe 15(1)

Aux fins de la délivrance d'un permis de prospection, le ministre retiendra la meilleure offre en fonction du seul critère applicable (engagement pécuniaire).

Pour être acceptables, les offres doivent se rapporter à une parcelle complète.

7. **Offres égales**

Si deux ou plusieurs offres reçues sont égales, les soumissionnaires seront avisés et auront l'occasion de soumettre une nouvelle offre jusqu'à 16 H (HNE) le jour suivant l'avis.

8. **Notification des résultats**

Une fois l'appel d'offre terminé, les résultats seront rendus publics, le plus tôt possible, sur le site Web de la Direction générale du pétrole et du gaz du Nord (www.aadnc-aandc.gc.ca/nth/og/index-fra.asp).

L'identité des soumissionnaires non retenus et les montants de leurs offres ne seront pas divulgués.

9. **Frais de délivrance de permis**

Règlement sur l'enregistrement des titres relatifs aux terres domaniales, article 15

Des frais de délivrance de permis de 250\$ par étendue quadrillée ou partie de celle-ci **doivent être acquittés avec l'offre** sous forme de chèque distinct payable au « Receveur général du Canada ».

10. **Délivrance du permis**

Loi fédérale sur les hydrocarbures, paragraphes 16(1) et 16(2)

Le ministre n'est pas tenu d'octroyer un titre à la suite de l'appel d'offres. Le ministre peut octroyer un titre au soumissionnaire retenu dans les six (6) mois suivant la date de fermeture indiquée dans l'appel d'offres.

11. **Permis de prospection**

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)a)

Tout permis de prospection accordé à la suite du présent appel d'offres sera délivré conformément à la *Loi fédérale sur les hydrocarbures (LFH)*, L.R., 1985, ch. 36, 2^e supplément, ou à toute loi modifiant la *LFH* ou la remplaçant et à tout règlement adopté ultérieurement en vertu de la *LFH*. Le permis de prospection proposé pour l'appel d'offres 2011-2012 est joint en annexe.



Période de validité

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)c)

Les permis de prospection délivrés dans le cadre de l'**appel d'offres 2011-2012 - partie centrale de la vallée du Mackenzie** seront valides pour une durée de neuf (9) ans divisés en deux périodes consécutives de cinq (5) ans et quatre (4) ans.

12. Travaux requis

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)c)

Le forage d'un (1) puits d'exploration ou de délimitation avant la fin de la première période de validité est une condition préalable à l'obtention de droits de prospection pour la deuxième période.

Pour remplir cette exigence, ce puits doit atteindre une profondeur suffisante pour permettre l'évaluation d'un objectif géologique correspondant au pronostic géologique contenu dans la *Demande d'autorisation de forer un puits*.

Lorsqu'on a commencé à forer un puits et que le travail se poursuit avec diligence, la première période est prolongée jusqu'à ce que le puits soit terminé. La deuxième période est réduite d'autant.

Si cette exigence n'est pas rencontrée à la fin de la première période, le permis de prospection est révoqué. En conséquence, les terres retournent à la Couronne.

13. Dépôt

(a) Dépôt de soumission

- (i) Chaque offre doit être accompagnée d'un dépôt de soumission pour la parcelle visée au montant de dix milles dollars sous la forme d'un chèque certifié, mandat bancaire ou traite bancaire à l'ordre du « Receveur général du Canada ». Chaque dépôt de soumission doit porter caution pour une seule parcelle.
- (ii) Les dépôts de soumission seront retournés aux soumissionnaires non retenus, sans intérêts, suite à l'annonce du soumissionnaire gagnant.



(iii) Le dépôt de soumission sera retourné au soumissionnaire gagnant, sans intérêt, une fois que le dépôt de garantie d'exécution est reçu par l'administrateur des droits.

(b) Dépôt de garantie d'exécution

- (i) Le soumissionnaire retenu devra déposer l'équivalent de 25 % de l'engagement pécuniaire comme garantie, et ce, dans les 15 jours ouvrables. Cette période commence le jour suivant la publication sur le site Web de la Direction générale du pétrole et du gaz du Nord de l'avis des soumissions gagnantes. Le dépôt s'appellera dépôt de garantie d'exécution.
- (ii) Le défaut d'effectuer ce dépôt pour garantir la réalisation des travaux entraînera l'annulation de la soumission, la confiscation du dépôt de soumission et le rejet de l'offre. Le cas échéant, le ministre peut, s'il l'estime nécessaire, choisir le deuxième soumissionnaire le plus offrant comme gagnant, sans recourir à un autre appel d'offres.
- (iii) Le dépôt de garantie d'exécution doit être remis sous forme de crédit documentaire de soutien irrévocable, de traite bancaire, de mandat ou de chèque certifié payable au « Receveur général du Canada » ou encore de tout autre instrument financier négociable préalablement autorisé par l'administrateur des droits. L'absence d'une autorisation préalable de l'instrument financier peut entraîner le rejet de l'offre. Dans le contexte des appels d'offres, les chèques d'entreprise ne sont pas considérés comme des instruments financiers négociables. Un exemple de lettre de soutien irrévocable de crédit est joint en annexe
- (iv) Les Parties qui soumettent une offre conjointe peuvent présenter des garanties distinctes qui sont équivalentes à leur part proportionnelle du dépôt de garantie d'exécution requis, et ce, dans les 15 jours ouvrables. Cette période commence le jour suivant la publication sur le site Web de la Direction générale du pétrole et du gaz du Nord de l'avis des soumissions gagnantes. Le représentant de l'offre qui a été désigné sur le formulaire de soumission sera responsable de la perception et de la présentation de la part du dépôt de garantie d'exécution appartenant aux titulaires.
- (v) Les dépôts de garantie d'exécution sont remboursables à mesure que les dépenses sont engagées à l'égard des terres visées par le permis de prospection, au cours de la première période du mandat, selon les *dépenses admissibles*. Puisqu'ils représentent 25 % du total de l'offre pour une parcelle, les remboursements sont également proportionnels, soit 25 % des dépenses admissibles engagées. Tout solde du dépôt de garantie d'exécution restant à la fin de la première période sera confisqué.



- (vi) Les dépenses engagées au cours de la deuxième période du mandat ne sont pas portées au crédit du dépôt de garantie d'exécution, car elles peuvent l'être à l'égard des loyers de la deuxième période.

(c) Dépôt de forage

Le titulaire peut, au choix, prolonger la première période d'un an en remettant un dépôt de forage à l'ordre du Receveur général du Canada avant la fin de la dernière année de la première période. Si la première période est prolongée par le versement d'un dépôt de forage, la deuxième période est réduite en conséquence.

Le montant du dépôt de forage est d'un million de dollars et la forme doit en être acceptable au ministère. Tout dépôt de forage ainsi versé est remboursé en entier si le permis est validé, conformément aux exigences, par le forage d'un puits pour la deuxième période. Si aucun puits de validation n'est foré ; ou si le forage d'un puits n'est pas entrepris et continué de façon diligente au cours de la période de prolongation, le dépôt de forage est confisqué et remis au Receveur général du Canada au moment de la résiliation du permis, à la fin de la première période. Les dépenses admissibles ne peuvent être imputées au dépôt de forage.

La première période peut être prolongée d'un an à plusieurs reprises, pourvu qu'on remette à chaque fois un autre dépôt de forage d'un million de dollars avant la fin de la prolongation précédente. Dans les faits, cela signifie que, si une prolongation successive est demandée, le dépôt de forage de l'année précédente est confisqué à l'anniversaire du permis.

Selon la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, la période de validité d'un permis ne peut excéder neuf ans. Par conséquent, toute prolongation de la première période donne lieu à une réduction de la deuxième période.

Par suite du prolongement de la première période au moyen d'un dépôt de forage, les loyers payables à la deuxième période seront applicables aux tarifs suivants : pour la première année de la prolongation, 5,50 \$ par hectare; pour toutes les années suivantes, 8,00 \$ par hectare. Toutes les autres dispositions relatives aux loyers demeurent applicables.



14. Loyers

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)c)

Aucun loyer n'est payable pendant la première période de validité du permis.

Les loyers versés pendant la deuxième période sont remboursables selon les *dépenses admissibles*.

Les remboursements peuvent être effectués ou, le cas échéant les loyers, peuvent ne pas être requis au fur et à mesure que les dépenses sont engagées à l'égard des terres visées par le permis de prospection, au cours de la deuxième période du mandat.

Tout solde de loyer restant à la fin de la deuxième période sera confisqué. Pendant la deuxième période, les loyers seront calculés ainsi :

1ère année	3,00 \$ / ha
2e année	5,50 \$ / ha
3e et 4e années	8,00 \$ / ha

Les loyers doivent être acquittés annuellement et d'avance, par chèque payable au « Receveur général du Canada », par crédit documentaire de soutien irrévocable ou par tout autre instrument financier négociable à la satisfaction du ministre.

Lorsqu'un permis de prospection est prolongé au-delà de la deuxième période parce que le forage est jugé poursuivi avec diligence, conformément à l'article 27 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, les loyers sont payables aux tarifs applicables pendant la dernière année de la deuxième période. Les loyers sont payables mensuellement et d'avance, à raison d'un douzième (1/12) du tarif annuel applicable.

Des loyers peuvent être exigés pour les terres visées par une attestation de découverte importante.

Le non paiement des loyers entraîne une révocation hâtive du permis de prospection. En conséquence, les terres retournent à la Couronne.



15. Dépenses admissibles

Loi fédérale sur les hydrocarbures, alinéa 14(3)c)

Les dépôts de garantie d'exécution et les loyers seront remboursés selon les critères suivants, sous réserve d'autre clarification par l'administrateur des droits:

Les catégories suivantes de travaux d'exploration entrepris dans le cadre d'un programme autorisé par l'Office national de l'énergie peuvent être admissibles pour remboursement du PRIX COÛTANT :

L'acquisition de données au moyen d'études sismiques ou d'autres levés géophysiques, géotechniques ou géologiques, y compris l'acquisition des données sur le terrain, leur traitement et leur interprétation, l'inspection et le nettoyage.

L'achat de données à des vendeurs indépendants pour reprise du traitement et de l'interprétation, dans la mesure où les données aident à l'évaluation du permis en cause.

Travaux de forage: Les coûts de construction des routes d'accès, la préparation des sites de forage, le transport aller-retour aux puits de forage et aires de rassemblement, le forage et l'évaluation sur les lieux, les navires de soutien, les hélicoptères, le nettoyage et la remise en état des lieux. Les opérations de forage d'un puits de délimitation ou un puits d'exploration peuvent nécessiter l'attente d'embellies, la coupe de bois, le forage d'exploration et la complétion de puits. Les essais hydrauliques étendus ne seront pas considérés comme une dépense admissible.

La Mobilisation et la Démobilisation: de l'équipement et des fournitures, et les frais pour droit d'usage considérés comme raisonnables par l'administrateur des droits.

En dépit de ce qui précède, le Ministre peut considérer admissibles les coûts réclamés liés à des catégories de travaux ou d'activités, ou à l'utilisation de technologies innovatrices qui ne sont pas prévues dans ce tableau.

Frais généraux: Dix pour cent (10 %) des dépenses admissibles mentionnées ci-dessus pour refléter les autres coûts qui ne sont pas détaillés ci-dessus ; y compris, les consultations spécifiques, l'interprétation de données, le soutien des bureaux régionaux, la gestion ainsi que la mise en chantier et la fermeture.



Les *Notes d'orientation sur les dépenses admissibles* (www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100036405/1100100036407) décrivent les types et catégories de dépenses qui peuvent être jugées admissibles selon les conditions des permis de prospection délivrés conformément à la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* dans les domaines qui relèvent de la compétence du ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada. Ces notes sont destinées à aider le titulaire du titre (permis de prospection) à demander un remboursement à la Direction du pétrole et du gaz du Nord des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. . Les notes d'orientation peuvent être modifiées de temps à autre.

16. Droits relatifs au Fonds pour l'étude de l'environnement (FEE)

Loi fédérale sur les hydrocarbures, article 81

Lors de la délivrance d'un permis de prospection, le titulaire doit payer les droits relatifs au FEE en vertu de l'article 81 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*. Les droits doivent être payés pour l'année au cours de laquelle le permis de prospection est délivré ainsi que pour les deux années précédentes (à moins que des droits ont déjà été payés pour les terres au cours des deux années précédentes par un titulaire antérieur). Les droits relatifs au FEE sont calculés en multipliant le nombre d'hectares de terres incluses dans le permis de prospection par le taux du FEE défini pour la région concernée. Le cas échéant, le gestionnaire du FEE enverra un avis aux représentants du permis de prospection. Plus de renseignements peuvent être trouvés sur le site Web: www.esrfunds.org.

17. Exigences connexes

L'exercice de droits d'exploration pétrolière peut être subordonné à des conditions précises relatives à l'environnement; et doit se conformer aux revendications territoriales ainsi qu'aux exigences en matière de retombées économiques dans le Nord.

(a) Conditions relatives à l'environnement

Il est recommandé aux intéressés qui planifient des activités d'exploration de considérer les éléments environnementaux définis dans la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*, la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, le *Règlement sur les oiseaux migrateurs*, la *Loi sur les espèces en péril*, la *Loi sur les pêches*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, et toute autre loi applicable.

Les terres disponibles sont situées à l'intérieur des régions visées par les ententes sur les revendications territoriales des Gwich'in et des Dénés et Métis du Sahtu. La carte ci-jointe démontre les régions qui sont exclues à titre provisoire, les régions exclues et les régions sujettes à des conditions d'ordre



environnemental. Ces régions ont été identifiées suite aux discussions avec les autorités Gwich'in et Sahtu, le plan d'aménagement des terres des Gwich'in, et l'ébauche du plan d'aménagement des terres du Sahtu ainsi que de la stratégie des régions protégées des Territoires du Nord-Ouest.

Il y a un plan d'aménagement des terres pour la région visée par la revendication des Gwich'in. (www.gwichinplanning.nt.ca/publications.html) Le plan met en valeur le développement et l'utilisation des terres, des ressources et des eaux à l'intérieur de la région visée par la revendication territoriale des Gwich'in et identifie les régions visées par des conditions environnementales d'exploitation particulière ou additionnelles lors de l'exploitation de ces terres. Ces terres sont indiquées sur la carte.

Quiconque prévoit réaliser des activités pétrolières ou gazières sur ces terres devra entreprendre des consultations approfondies avec les autorités responsables des Gwich'in. L'accès à ces terres pourrait être assujéti à des conditions spéciales, y compris des plans de protection de l'environnement, élaborés par l'entremise des consultations et des discussions avec le Conseil tribal des Gwich'in (téléphone : (867) 777-7900). On peut obtenir davantage d'information concernant le plan d'utilisation des terres en s'adressant au Conseil de l'aménagement du territoire gwich'in à Inuvik (T. N.-O.) (téléphone : (867) 777-7936 ou par télécopieur : (867) 777-7970).

Une ébauche du plan d'aménagement des terres est en voie de développement, conforme à la revendication des terres de la région du Sahtu. L'ébauche est disponible sur le site www.sahtulanduseplan.org/website/web-content/index.html. Les demandeurs éventuels devraient s'informer du contenu de l'ébauche de ce plan puisque certaines conditions environnementales pourraient être associées à la mise en œuvre du plan final. Pour plus de renseignements, il est possible de communiquer avec le Conseil d'aménagement à Fort Good Hope en téléphonant au (867) 598-2055.

En plus des terres visées dans ce plan d'aménagement, d'autres lieux historiques et sites du patrimoine ont été recommandés et décrits dans le rapport intitulé «Places We Take Care Of» rédigé par le groupe de travail conjoint sur les lieux et sites du patrimoine du Sahtu. Ce rapport est disponible auprès du Sahtu Secretariat Incorporated, à Deline, T. N.-O., (téléphone : (867) 589-4719 ou télécopieur : (867) 589-4908).

Aussi, la Stratégie des régions protégées des Territoires du Nord-Ouest se poursuit (www.nwtpas.ca). Le plan d'action de cinq ans (www.nwtpas.ca/about-fiveyearplan.asp) ainsi que d'autres documents devraient être examinés avant de demander une désignation.



Les opérateurs devraient se familiariser avec le plan pour le rétablissement du caribou boréal d'Environnement Canada puisque cette espèce a été désignée comme « menacée » par le comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC). Un plan de rétablissement à long terme est proposé, dans le but que la population locale de cette zone géographique devienne autosuffisante. Pour plus de renseignements, les opérateurs sont encouragés à contacter le bureau du service canadien de la faune à Yellowknife au (867) 669-4706.

Des restrictions saisonnières et opérationnelles peuvent être établies conformément aux dispositions de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*. Par exemple, la saison d'exploitation peut être restreinte aux mois durant lesquels les activités prévues n'auront aucune incidence importante sur l'habitat des poissons, les oiseaux et autres espèces. Des conditions précises peuvent être imposées concernant le forage et le rejet des déchets et des fluides de forage.

Des modalités et conditions environnementales d'exploitation particulières à l'emplacement peuvent être imposées à l'étape de la délivrance du permis; elles peuvent viser toute une gamme de sujets depuis les bandes déboisées et les fluides de forage jusqu'aux rejets des déchets et aux saisons d'exploitation. Des consultations en matière de chasse, de piégeage, de pêche et d'autres activités connexes avec les autorités Gwich'in ainsi qu'avec les ministères concernés du gouvernement seront nécessaires avant l'obtention des approbations réglementaires.

Des plans spécifiques de protection de l'environnement élaborés en consultation avec les autorités Gwich'in ou Sahtu peuvent être exigés du demandeur avant le début des activités. Ces plans devraient décrire les procédures mises en oeuvre par l'exploitant pour minimiser les incidences environnementales sur l'habitat des poissons de nature délicat, des oiseaux ou sur l'habitat faunique dans la région, comme celui de l'original et du caribou.

La mise en oeuvre des activités associées peut exiger l'embauche d'un surveillant local pour l'observation et la prestation de conseils concernant plusieurs activités comme le déboisement de bandes, la construction de routes, l'élimination des déchets, l'entreposage du combustible et des questions connexes.



(b) Exigences liées aux revendications territoriales

Les terres sont situées à l'intérieur des régions visées par les ententes sur les revendications territoriales des Gwich'in et des Dénés et Métis du Sahtu. Les soumissionnaires retenus devront respecter les modalités des ententes sur les revendications territoriales conclues avec les Gwich'in et les Dénés et Métis du Sahtu. Il est conseillé aux intéressés de se procurer un exemplaire de l'entente appropriée sur le règlement de la revendication territoriale (Gwich'in et Sahtu: www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100030598/1100100030599).

**(c) Exigences en matière de retombées économiques dans le nord
découlant des nouveaux programmes de prospection**
Loi fédérale sur les hydrocarbures, article 21

Déclaration de principes concernant les retombées économiques

Les sociétés ayant des activités de prospection dans les terres domaniales sont tenues de suivre les principes énoncés ci-dessous.

Il est entendu qu'il faut tenir compte de la nature et de la durée des travaux prévus pour déterminer à quel point les sociétés peuvent appliquer les principes en matière de retombées économiques.

Retombées industrielles

La société s'engage à obtenir ses biens et services de façon juste et concurrentielle. Elle doit appuyer et favoriser l'expansion de l'entreprise régionale en choisissant ses fournisseurs suivant des critères de rapport qualité-prix, de concurrence et de retombées possibles pour les localités de la région. Elle doit aussi fournir toute l'information pertinente aux fournisseurs possibles. Dans le cadre de sa politique générale d'acquisition, la société réalisera ses activités de façon à en tirer le maximum de retombées à court et à long termes pour le Nord. Pour ce faire, elle devra traiter les entreprises nordiques de façon juste et concurrentielle, comme des fournisseurs à part entière.

La société s'engage à collaborer avec les localités de la région et les organismes gouvernementaux en vue de trouver de nouvelles possibilités d'exploitation commerciale.

La société s'engage à faire en sorte que ses entrepreneurs respectent les principes ci-dessus, chaque fois qu'ils ont recours à la sous-traitance.

Recrutement et formation

La société s'engage à appliquer les principes d'équité et de justice dans l'emploi et les occasions de formation, conformément à la *Charte canadienne*



des droits et libertés. Cet engagement favorisera une plus grande égalité d'accès à l'emploi et permettra d'éviter les pratiques d'emploi qui bloquent l'accès aux postes disponibles. La société donnera priorité aux personnes qualifiées habitant dans la région.

La société s'engage à collaborer avec les localités de la région et les organismes gouvernementaux en vue de trouver de nouvelles possibilités d'emploi et de formation.

La société s'engage à faire en sorte que ses entrepreneurs respectent les principes ci-dessus chaque fois qu'une possibilité d'embauche ou de formation se présente.

Consultation

La société s'engage à fournir toute l'information pertinente au sujet de ses programmes de prospection, à tous les individus, groupes ou collectivités intéressés dans la région. En échangeant des renseignements utiles lorsque l'occasion se présente, la société sera en mesure d'évaluer les possibilités qu'offre la région en matière d'expansion économique et d'emploi.

Indemnisation

La société doit verser une indemnisation juste et équitable, conforme aux politiques en vigueur sur le territoire, aux personnes qui pratiquent la chasse, le trappage et la pêche, lorsqu'il est démontré que les travaux liés au programme de prospection ont des effets négatifs sur leurs activités.

Rapport annuel

La société doit soumettre un rapport annuel dans les **trois** mois suivant la date de clôture de la saison opérationnelle.

Le rapport devrait présenter les renseignements suivants :

- i) une brève description des travaux prévus,
- ii) le coût total du programme (valeur totale des produits et services acquis, total des salaires directs et des mois de travail direct),
- iii) le total des salaires directs versés par la collectivité du Nord,
- iv) le total des mois de travail direct pour la collectivité régionale,
- v) le nombre d'habitants du Nord engagés pour chaque élément du programme (levés sismiques, forage, soutien et construction),
- vi) la valeur totale des produits et services acquis dans chaque localité du Nord, et une brève description des produits et services acquis dans chaque localité,
- vii) une liste des consultations entreprises,
- viii) une brève description des programmes qui pourraient être mis en oeuvre au cours de la prochaine saison opérationnelle.



Les Plans des retombées et les Rapports pour les Territoires du Nord-Ouest doivent être envoyés à la Direction des ressources minérales et pétrolières.

Les Plans des retombées et les Rapports pour le Nunavut et les zones extracôtières du Nord doivent être envoyés à l'Administration centrale d'AADNC.

Territoire du Nord-Ouest:

Le Directeur
Direction des ressources minérales et
pétrolières
Affaires autochtones et Développement du
Nord Canada
Territoires du Nord-Ouest
4914 - 50th Street, C.P. 1500
YELLOWKNIFE, NT X1A 2R3

Administration centrale :

Le directeur
Direction des politiques et recherche
Direction générale du pétrole et du gaz et
du Nord
Affaires autochtones et Développement du
Nord Canada
OTTAWA ON K1A 0H4

Nota : Les exigences en matière de retombées économiques dans le nord seront révisées au cours des prochains mois. Pour plus d'informations sur le processus de révision et sur l'interprétation des exigences actuelles, veuillez contactez LOPC-COGOA@aadnc-aandc.gc.ca.

18. Annulation des titres

Loi fédérale sur les hydrocarbures, article 105

Le ministre, s'il a des motifs de croire qu'un titulaire ou un indivisaire ne satisfait pas ou n'a pas satisfait aux obligations de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* ou de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* ou de leurs règlements, peut, par avis, enjoindre à l'intéressé de s'y conformer dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de l'avis ou dans le délai supérieur qu'il juge indiqué.

Par dérogation aux autres dispositions de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, si l'intéressé ne se conforme pas à l'avis dans le délai imparti, le ministre peut, par un arrêté et s'il juge que le défaut justifie la mesure, annuler les titres ou la fraction en cause, auquel cas les terres domaniales sur lesquelles ils portaient deviennent des réserves de l'État.



Information supplémentaire et contacts

Pour obtenir plus de renseignements sur le processus d'attribution des droits ou le régime de gestion des ressources naturelles, s'adresser à :

Administration des Droits
Direction générale du pétrole et du gaz du Nord
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada
OTTAWA ON K1A 0H4
Téléphone : (819) 997-0877; Télécopieur : (819) 953-5828
Droits@aadnc.gc.ca
www.aadnc-aandc.gc.ca/nth/og/index-fra.asp

Pour obtenir des renseignements sur la géologie et les puits des terres visées ou des environs :

Analyste de données réglementaires
Secteur des opérations
Office national de l'énergie
444 – 7^{ième} Avenue S.O.
CALGARY AB T2P 0X8
Téléphone : (403) 292-4800; Télécopieur : (403) 292-5876
FIO@neb-one.gc.ca
www.neb-one.gc.ca



Terres Gwich'in

Pour obtenir plus de renseignements sur les dispositions de l'Entente sur le règlement des revendications territoriales globales des Gwich'in, veuillez communiquer avec :

Président
Conseil tribal Gwich'in
C.P. 1509
INUVIK NT X0E 0T0
Téléphone: (867) 777-7900; Télécopieur: (867) 777-7919
www.gwichin.nt.ca

Terres du Sahtu

Pour obtenir plus de renseignements sur les dispositions de l'Entente sur le règlement des revendications territoriales globales du Sahtu, veuillez communiquer avec l'organisation Sahtu désignée la plus proche de l'aire de prospection:

Président Tulita Land & Financial Corporation P.O. Box 63 TULITA NT X0E 0K0 Téléphone: (867) 588-3734 Télécopie: (867) 588-4025 www.tulitalandcorp.ca	Président Fort Norman Metis Land Corporation P.O. Box 36 TULITA NT X0E 0K0 Téléphone: (867) 588-3201 Télécopie: (867) 588-3806 <i>Pas de site Web</i>
Président Yamoga Land Corporation P.O. Box 18 FORT GOOD HOPE NT X0E 0H0 Téléphone: (867) 598-2519 Télécopie : (867) 598-2437 <i>Pas de site Web</i>	Président Fort Good Hope Metis Land Corporation P.O. Box 11 FORT GOOD HOPE NT X0E 0H0 Téléphone: (867) 598-2105 Télécopie: (867) 598-2160 <i>Pas de site Web</i>
Président Ayoni Keh Land Corporation P.O. Box 43 COLVILLE LAKE NT X0E 0L0 Téléphone: (867) 709-2700 Télécopie: (867) 709-2202 ou (867) 709-2217 <i>Pas de site Web</i>	Président Déline Land Corporation P.O. Box 156 DÉLINE NT X0E 0G0 Téléphone: (867) 589-8100 Télécopie: (867) 589-8101 www.deline.ca
Président Norman Wells Land Corporation P.O. Box 69 NORMAN WELLS, NT X0E 0V0 Téléphone: (867) 587-2455 Télécopie: (867) 587-2545 www.nwlc.ca	

Exemple d'une lettre de crédit

(DATE DE DÉLIVRANCE)

LETTRÉ DE CRÉDIT DE SOUTIEN IRRÉVOCABLE N° (NUMÉRO DE LA LETTRE) AU MONTANT DE (MONTANT) \$ CAN

BÉNÉFICIAIRE

Le receveur général du Canada,
représenté par le directeur, Gestion
des ressources pétrolières et gazières
Direction générale du pétrole et du gaz
du Nord
Ministère des Affaires indiennes et
du Nord canadien
10, rue Wellington, 6^e étage
Hull (Québec)
K1A 0H4

DEMANDEUR

MONTANT \$ CAN
(montant en toutes lettres)---00/100 dollars
canadiens

DATE D'EXPIRATION
à nos guichets d'OTTAWA (Ontario)

À la demande de notre client, (**demandeur – nom et adresse**) (ci-après le « client »), et pour son compte, nous établissons par la présente, en faveur du bénéficiaire, la lettre de crédit de soutien irrévocable **numéro (numéro de la lettre de crédit)** pour un montant n'excédant pas la somme totale de (**montant en toutes lettres**)---00/100 dollars canadiens (..... \$ CAN).

Ce crédit est fourni relativement à l'accord conclu par le client avec la Direction de la gestion des ressources pétrolières et gazières, Direction générale du pétrole et du gaz du Nord, Secteur des affaires du Nord, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, et au permis de prospection n° (ci-après le « permis ») et vise les modalités du permis en date du (**date du permis**), pour un montant égal à la somme du crédit.

(Si le permis de prospection n'a pas encore été délivré, il faut renvoyer à la parcelle n° ainsi qu'au titre et à la date de l'appel d'offres, et préciser qu'un permis de prospection sera délivré pour cette parcelle.)

Notre obligation de paiement est irrévocable, absolue et inconditionnelle et, en conséquence et sans limiter le caractère irrévocable, absolu et inconditionnel de nos obligations envers le bénéficiaire en vertu de la présente, toute demande du bénéficiaire doit être honorée sans que le droit du bénéficiaire de soumettre une telle demande ne soit mis en question, sans égard à ou sans reconnaissance de tout droit contractuel, réclamation ou défense (au plan juridique ou de l'équité) du client contre le bénéficiaire et sans égard à toute autre défense relative à la demande de paiement du bénéficiaire, découlant de tout différend entre le bénéficiaire et le client ou entre le client et nous.

Aux termes de cette lettre de crédit de soutien irrévocable, les fonds sont payables au bénéficiaire à vue, pour autant que ce dernier présente à (**banque émettrice – nom et adresse**) une demande écrite de paiement, laquelle sera honorée sans qu'on vérifie si le bénéficiaire a le droit de soumettre une telle demande dans le cadre de sa relation avec le client, sans reconnaissance de toute réclamation du client et sans qu'on invoque de défense entre le client et nous. La demande doit être accompagnée d'une attestation signée par le bénéficiaire ou un représentant autorisé indiquant que le client ne respecte pas les modalités du permis.

Les prélèvements partiels sont permis.

Il est entendu qu'aux termes de ce crédit, la banque est tenue de verser des fonds uniquement, et non d'assurer l'exécution de toute obligation en vertu du permis.

La présente lettre de crédit **est reconduite automatiquement**, sans modification, pour un an à compter de la date d'expiration actuelle ou de toute date d'expiration future, **à moins que cent vingt (120) jours** avant cette date, nous informions le bénéficiaire, par un avis écrit expédié par courrier recommandé à l'adresse susmentionnée, que nous avons choisi de ne pas la reconduire. Dès réception d'un tel avis, vous pourrez effectuer un prélèvement au moyen d'une demande écrite accompagnée de l'attestation susmentionnée.

Cette lettre de crédit de soutien irrévocable est assujettie aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, révision de 1993, publication n° 500 de la Chambre de commerce internationale. Nonobstant l'article 17 de cette publication, si ce crédit documentaire vient à expiration pendant une interruption des activités conformément à l'article 17, nous convenons d'effectuer le paiement lorsque le crédit documentaire est demandé dans les quinze (15) jours suivant la reprise des activités.

Contresigné :

(Signataire autorisé)

(Signataire autorisé)

Permis de prospection proposé

CE PERMIS entre en vigueur le, _____

IL EST ÉMIS PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (ci-après appelé "ministre"), représenté par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (ci-après appelé "ministre")

AU TITULAIRE DU TITRE, _____

ATTENDU QUE le ministre est habilité par la Loi à délivrer un Permis de Prospection (ci-après appelé "Permis") concernant les Terres;

ATTENDU QUE le ministre a retenu l'offre d'une valeur de _____ \$, soumise par la société _____ comme étant la meilleure offre pour la parcelle no _____ offerte en vertu de l'appel d'offre de _____, publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le;

ATTENDU QUE la société _____, en déposant une telle offre, accepte les modalités et conditions énoncées dans ce Permis de Prospection;

C'EST POURQUOI ce Permis est délivré selon les modalités et conditions énoncées ci-après:

1. **Interprétation**

(a) Dans ce Permis et dans ses annexes, les mots suivants ont les sens décrits ci-après, sauf lorsque le contexte le veut autrement:

i. "Loi" désigne la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*;

ii. "Loi sur les opérations" désigne la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*;

iii. "Terres" désigne les terres domaniales décrites à l'annexe I ou une partie de ces terres à laquelle ce Permis s'applique de temps à autre;

iv. "Période" désigne un segment ou une portion de la durée décrite à l'annexe III ou, si aucune période n'y est décrite, la durée complète de ce Permis.

v. "Règlement" désigne n'importe quel ou la totalité des règlements pris actuellement ou susceptibles d'être pris à tout moment sous le régime de la Loi ou de la Loi sur les opérations et sous toute loi remplaçant celles-ci.

(b) Tous les mots et toutes les locutions qui composent le libellé de ce Permis ont le sens que leur donnent la Loi, la Loi sur les opérations ou les règlements.

(c) Ce Permis est formulé en vertu des lois et règlements connexes suivants, auxquels il est assujéti: la Loi, la Loi sur les opérations, et toute loi remplaçant celles-ci et les dispositions de toute autre loi du Canada, y compris leurs règlements d'application, concernant ou touchant ce Permis et la Loi. Les Règlements et les autres lois et règlements seront considérés comme faisant partie de ce Permis comme s'ils y étaient énumérés spécifiquement.

(d) Les annexes suivantes sont intégrantes à ce Permis:

Annexe I-Terres; Annexe II-Propriété; Annexe III-Modalités et conditions; Annexe IV-Représentant(s) et adresses aux fins de service.

2. Droits

(a) Sous réserve des dispositions de la Loi et de la Loi sur les opérations, ce Permis confère, à l'égard des terres domaniales auxquelles ce Permis s'applique,

- i. le droit d'y prospecter et le droit exclusif d'y effectuer des forages ou des essais pour chercher des hydrocarbures;
- ii. le droit exclusif de les aménager en vue de la production d'hydrocarbures; et
- iii. à condition de se conformer à la Loi, le droit exclusif d'obtenir une licence de production.

(b) Ce Permis relatif aux terres est octroyé aux indivisaires selon les fractions énumérées et décrites à l'annexe II, lesquelles pourront être modifiées de temps à autre.

(c) Les droits conférés par ce Permis à l'égard des terres visées par ledit Permis sont assujéttis au droit d'accès et d'utilisation que quelqu'autre titulaire de Permis nécessiterait pour lui permettre d'exercer les droits relatifs à son propre Permis.

3. Période de validité

En vertu de la Loi, la période de validité pour ce Permis est décrite à l'annexe III.

4. Loyers annuels

(a) Les loyers, s'il y a lieu, seront perçus annuellement selon les taux énoncés à l'annexe III.

(b) S'ils sont perçus, les loyers à l'égard des Terres seront payés annuellement à l'avance. Ils peuvent être réglés par chèque, par billet à ordre, lettre de crédit ou tout autre instrument financier négociable préparé à la satisfaction du ministre.

(c) Les loyers qui ont été payés seront remboursés annuellement selon les taux énoncés à l'annexe III.

5. Indemnisation

(a) Une des conditions de délivrance de ce Permis est que les indivisaires doivent, à l'égard de la partie des Terres visées par la partie du titre de chaque indivisaire, dans tous les cas, conjointement et individuellement, indemniser et exempter le Canada de la totalité des réclamations, des exigences, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites civiles ou autres, faits ou subits de n'importe quelle manière en raison de toute action exécutée ou omise par le titulaire ou un indivisaire, par son entremise ou sous sa direction ou avec son consentement, nonobstant tout accord ou arrangement conclu par un titulaire ou un indivisaire et donnant lieu ou pouvant donner lieu au transfert, à la cession ou à toute autre disposition du titre ou fraction du titre dans l'accomplissement des modalités et conditions énoncées dans la présente ou dans l'exercice des droits ou des responsabilités contenus dans la présente.

(b) Pour éviter toute ambiguïté, les indivisaires bénéficiaires de ce Permis qui ne détiennent aucune fraction dans la partie des Terres à laquelle des réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites civiles ou autres sont liés, ne sont pas tenus d'indemniser le Canada en vertu du paragraphe 5(a).

(c) Aux fins des paragraphes 5(a) et 5(b), "Canada" ne comprend pas les sociétés de la Couronne.

(d) Ce paragraphe continuera d'exister et sera incorporé à toute Attestation de Découverte Importante et toute Licence de Production attribuées en vertu du présent Permis de Prospection.

6. Responsabilités

(a) En vertu des dispositions de ce Permis, de la Loi, de la Loi sur les opérations et des Règlements, un indivisaire est responsable de la totalité des réclamations, des exigences, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites civiles ou autres survenus en raison de tout travail ou de toute activité effectué par ledit indivisaire ou à sa demande, par son entremise, sous sa direction ou avec son consentement. Tout transfert, toute cession ou toute autre disposition du titre ou d'une fraction du titre n'aura pas pour effet d'annuler cette responsabilité à l'égard desdits travaux ou activités qui ont été accomplis avant que ce transfert, cette cession ou cette autre disposition n'ait été enregistré en vertu de la Loi et des Règlements. Pour éviter toute ambiguïté, la responsabilité susmentionnée n'est liée à aucun travail ou activité accomplis après que cet indivisaire cesse d'être un indivisaire engagé dans ce Permis.

(b) Ce paragraphe continuera d'exister et sera incorporé à toute Attestation de découverte importante et toute Licence de production attribuées en vertu du présent Permis de Prospection.

7. Successeurs et ayant droits

Sous réserve de l'article 6, ce Permis profite, tout en les engageant, au ministre et au titulaire du titre ainsi qu'à leurs héritiers, administrateurs, successeurs et ayant droits respectifs.

8. Avis

Tout avis, communication ou déclaration qui doit être fait en vertu de la Loi ou de la Loi sur les opérations doit être fait à la personne désignée, au nom du ministre ou du titulaire du titre, selon le cas, par livraison personnelle ou par télécopieur à l'adresse précisée à l'annexe IV de la présente, ou aux autres adresses qui pourront être prescrites de temps à autre par le ministre ou le titulaire du titre, selon le cas.

9. Dispense

Si, de l'avis du ministre, les exigences du Permis décrites à la clause 2 de l'annexe III ne peuvent être respectées dans les délais ou selon les conditions prévues, le ministre peut, sous réserve de la Loi, accorder une, ou, au besoin, plusieurs prolongations par écrit à condition, cependant, que le ministre soit convaincu que le titulaire du titre n'a pu observer les exigences pour des raisons indépendantes de sa volonté et qu'il poursuivra avec diligence ses efforts pour remédier à la situation.

10. Représentant

Aux fins de ce Permis, le représentant ou les représentants, selon le cas, du titulaire du titre sont ceux qui sont énumérés à l'annexe IV, à moins d'indication contraire faite de la manière prescrite.

11. Entente

La délivrance de ce Permis par le ministre et son acceptation par le titulaire du titre constituent l'entente conclue par le titulaire du titre et le ministre au sujet des modalités et conditions énoncées dans la présente.

DÉLIVRÉ à Gatineau, ce _____ jour de _____.

MINISTRE des Affaires indiennes et du Nord canadien

Les annexes pour le Permis de prospection

Annexe I : Terres

<i>EXAMPLE</i>		
<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>	<i>Section(s)</i>
<i>69° 40'</i>	<i>133° 15'</i>	<i>9-10, 19-20, 30</i>
<i>69° 50'</i>	<i>133° 15'</i>	<i>1-4, 11-12, 21, 31</i>

(_____ hectares, plus ou moins)

Annexe II : Propriété

<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>	<i>Section(s)</i>	<i>Indivisaires</i>	<i>Fraction %</i>
<i>Voir Annexe I : Titres</i>			<i>Nom(s) de société</i>	<i>%</i>

Loi fédérale sur les hydrocarbures, art. 85

« Le titulaire ou l'indivisaire qui conclut un accord donnant lieu ou qui est susceptible de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une fraction est tenu d'en aviser le ministre et de lui en transmettre un double ou, sur autorisation du ministre, un résumé des conditions ou, si le ministre le demande, un double de l'accord. »

Afin de satisfaire cette exigence, veuillez, s'il vous plaît, utiliser le Formulaire 15 concernant l'annonce d'une entente ou d'un arrangement qui pourrait donner lieu à un transfert.

Annexe III : Modalités et Conditions

1. Période de validité

Ce Permis est valide pour une durée de 9 ans, commençant le : _____

Partie centrale de la vallée du Mackenzie et Mer de Beaufort & Delta du Mackenzie :

La période de validité est composée de deux périodes consécutives de cinq (5) ans et quatre (4) ans respectivement. En vertu du Permis, la deuxième période doit suivre la première.

Archipel arctique du Nunavut :

La période de validité est composée de deux périodes consécutives de six (6) ans et trois (3) ans respectivement. En vertu du Permis, la deuxième période doit suivre la première.

2. Travaux requis

Le forage d'un (1) puits d'exploration ou de délimitation avant la fin de la première période de validité est une condition préalable à l'obtention de droits de prospection pour la deuxième période.

Ce puits doit atteindre une profondeur suffisante pour permettre l'évaluation d'un objectif géologique correspondant au pronostic géologique contenu dans la *Demande d'autorisation de forer un puits*.

Lorsqu'on a commencé à forer un puits et que le travail se poursuit avec diligence, la première période est prolongée jusqu'à ce que le puits soit terminé. La deuxième période est réduite d'autant.

Si aucun puits n'a été foré sur les terres visées à la fin de la première période, le permis de prospection est révoqué. En conséquence, les terres retournent à la Couronne.

Dépôt de forage

Le titulaire peut, au choix, prolonger la première période d'un an en remettant à la Direction du pétrole et du gaz du Nord du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien un dépôt de forage à l'ordre du Receveur général du Canada avant la fin de la dernière année de la première période. Si la première période est prolongée par le versement d'un dépôt de forage, la deuxième période est réduite en conséquence.

Le montant du dépôt de forage est d'un million de dollars (1 000 000,00 \$) et la forme doit en être acceptable au ministère. Tout dépôt de forage ainsi versé est remboursé en entier si le permis est validé, conformément aux exigences, par le forage d'un puits pour la deuxième période. Si aucun puits de validation n'est foré ; ou si le forage d'un puits n'est pas entrepris et continué de façon diligente au cours de la période de prolongation, le dépôt de forage est confisqué et remis au Receveur général du Canada au moment de la résiliation du permis, à la fin de la première période. Les dépenses admissibles ne peuvent être imputées au dépôt de forage.

Par suite du prolongement de la première période au moyen d'un dépôt de forage, les droits de location payables à la deuxième période seront applicables aux tarifs suivants : pour la première année de la prolongation, 5,50 \$ par hectare; pour toutes les années suivantes, 8,00 \$ par hectare. Toutes les autres dispositions relatives aux droits de location demeurent applicables.

3. Dépôt de garantie d'exécution

Ce Permis est accompagné d'un dépôt de garantie d'exécution d'une valeur représentant vingt-cinq pour cent (25%) de l'offre soumise.

Les dépôts de garantie d'exécution sont remboursables à mesure que les dépenses sont jugées admissibles au cours de la première période de la période de validité du Permis de prospection. Un crédit contre le dépôt de garantie d'exécution sera effectué sur la base de vingt-cinq pour cent (25%) des dépenses admissibles, ci-après, à mesure qu'elles sont approuvées. Tout solde du dépôt de garantie d'exécution restant à la fin de la première période sera confisqué.

Les dépenses encourues à la deuxième période de la période de validité ne seront pas déduites du dépôt de garantie d'exécution.

4. Loyers

Les loyers versés pendant la deuxième période sont remboursables à mesure que des dépenses admissibles sont encourues dans la deuxième période. Aucun loyer n'est payable pendant la première période de validité du Permis. Pendant la deuxième période, les loyers seront calculés ainsi :

1ère année	3,00 \$ / ha
2e année	5,50 \$ / ha
3e et 4e années	8,00 \$ / ha

Les droits de location doivent être acquittés annuellement et d'avance, par chèque payable au « Receveur général du Canada », par crédit documentaire de soutien irrévocable ou par tout autre instrument financier négociable à la satisfaction du ministre.

Lorsqu'un permis de prospection est prolongé au-delà de la deuxième période parce que le forage est jugé poursuivi avec diligence, conformément à l'article 27 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, les droits de location sont payables aux tarifs applicables pendant la dernière année de la deuxième période. Les droits de location sont payables mensuellement et d'avance, à raison d'un douzième (1/12) du tarif annuel applicable.

Des droits de location peuvent être exigés pour les terres visées par un permis de découverte importante.

Le non paiement des loyers entraîne une révocation hâtive du permis de prospection. En conséquence, les terres retournent à la Couronne.

5. Dépenses admissibles

Les dépôts de garantie d'exécution et les loyers seront remboursés selon les critères suivants, sous réserve d'autre clarification par l'administrateur des droits:

Les catégories suivantes de travaux d'exploration entrepris dans le cadre d'un programme autorisé par l'Office national de l'énergie peuvent être admissibles pour remboursement du PRIX COÛTANT :

L'acquisition de données au moyen d'études sismiques ou d'autres levés géophysiques, géotechniques ou géologiques, y compris l'acquisition des données sur le terrain, leur traitement et leur interprétation, l'inspection et le nettoyage.

L'achat de données à des vendeurs indépendants pour reprise du traitement et de l'interprétation, dans la mesure où les données aident à l'évaluation du permis en cause.

Travaux de forage: Les coûts de construction des routes d'accès, la préparation des sites de forage, le transport aller-retour aux puits de forage et aires de rassemblement, le forage et l'évaluation sur les lieux, les navires de soutien, les hélicoptères, le nettoyage et la remise en état des lieux. Les opérations de forage d'un puits de délimitation ou un puits d'exploration peuvent nécessiter l'attente d'embellies, la coupe de bois, le forage d'exploration et la complétion de puits. Les essais hydrauliques étendus ne seront pas considérés comme une dépense admissible.

La Mobilisation et la Démobilisation de l'équipement et des fournitures, et les frais pour droit d'usage considérés comme raisonnables par l'administrateur des droits.

En dépit de ce qui précède, le Ministre peut considérer admissibles les coûts réclamés liés à des catégories de travaux ou d'activités, ou à l'utilisation de technologies innovatrices qui ne sont pas prévues dans ce tableau.

Frais généraux: : Dix pour cent (10 %) des dépenses admissibles mentionnées ci-dessus pour refléter les autres coûts qui ne sont pas détaillés ci-dessus ; y compris, les consultations spécifiques, l'interprétation de données, le soutien des bureaux régionaux, la gestion ainsi que la mise en chantier et la fermeture.

Annexe IV : Représentant(s) et adresses de service

Nom de la société

Adresse

Télécopieur

Téléphone

Gestion des ressources pétrolières et gazières
Direction générale du pétrole et du gaz du Nord
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
Ottawa, On, K1A 0H4
Télécopieur : 819-953-5828
Téléphone : 819-997-0877

www.aadnc-aandc.gc.ca/nth/og/index-fra.asp